Réponse du Conseil administratif aux conclusions de la commission du logement, acceptées par le Conseil municipal le 18 mai 2009, sur la pétition intitulée: «Pour le respect des engagements de la Ville de Genève à la rue des Gares. Pour le maintien du logement social participatif».

TEXTE DES CONCLUSIONS

Le Conseil municipal renvoie la pétition P-187 au Conseil administratif.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

En raison de la vacance des postes de direction à la Gérance immobilière municipale (GIM) jusqu'à la fin de l'année 2009, le suivi du dossier relatif au droit de superficie accordé par la Ville de Genève à la Coopérative 15-15 bis rue des Gares (ci-après la coopérative) a été provisoirement mis en suspens.

Toutefois, dès le début de l'année 2010, des contacts ont été renoués entre la coopérative et la GIM, afin de trouver une solution permettant de tenir compte des caractéristiques particulières du droit de superficie en question, tout en garantissant la sauvegarde des intérêts financiers de la Ville de Genève.

Les échanges entre la Ville et la coopérative ont été ouverts et constructifs. Ainsi, il a été convenu que la coopérative élaborerait et soumettrait à la GIM un plan financier faisant apparaître le total des investissements consentis par les habitant-e-s, l'amortissement de ce dernier, les montants des loyers payés (en tenant compte des surtaxes en fonction des taux d'occupation), etc.

Sur la base de ce document, le cas échéant après consultation d'un-e expert-e neutre et reconnu-e tant par la Ville de Genève que par la coopérative, le Conseil administratif a bon espoir qu'un accord soit trouvé sur le montant de la rente de superficie qui garantira la pérennité du logement social participatif, tel qu'il existe à la rue des Gares 15-15 bis.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Sandrine Salerno

Le 12 mai 2010.